

Pièce jointe 1

Clause de contrat à inclure dans la partie H quand un financement au titre de l'aide aux programmes de population de l'exercice 2000 peut être fourni dans le cadre du contrat

AIDE AUX PROGRAMMES DE POPULATION - CERTIFICATION AU TITRE DE L'EXERCICE 2000 (JANVIER 2000)

(a) Obligation de remplir un formulaire de certification par certaines organisations. Conformément aux dispositions de la Section 599D de la loi sur les opérations à l'étranger, le financement des exportations et les programmes connexes, exercice 2000 (P.L. 106-113), les organisations non-gouvernementales non-américaines, à but lucratif ou non-lucratif, ainsi que les organisations multilatérales (organisations "couvertes") doivent remplir un formulaire de certification d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 avant de recevoir un financement quelconque d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000, soit directement soit par le biais d'une sous-traitance. Les Directives connexes de certification (janvier 2000) auxquelles il est fait référence, expliquent quelles organisations sont couvertes. Un exemplaire des directives est joint aux présentes ou peut être obtenu en s'adressant au responsable des contrats.

(b) (1) Avant l'attribution à une organisation couverte d'un contrat de sous-traitance ou d'un don à une organisation couverte qui pourrait comporter des fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000, le contractant doit demander au sous-traitant éventuel de remplir le formulaire de certification d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000. Les entreprises commerciales qui n'ont pas des activités de planification familiale (par exemple, les entreprises qui fournissent du matériel d'informatique, du matériel de bureau, des services d'entretien ou des services d'imprimerie) ne sont pas considérées comme des organisations "couvertes". Le formulaire contient des options offertes aux organisations couvertes qui peuvent soit fournir la certification (option No. 1) soit refuser de le faire (option No. 2). Un exemplaire du formulaire est joint aux présentes ou peut être obtenu en s'adressant au responsable des contractants.

(2) Si le sous-traitant renvoie le formulaire, le contractant doit en faire parvenir copie à l'agent technique compétent. Si le sous-traitant a fourni la certification (en

choisissant donc l'option No. 1), le Contractant peut alors appliquer le sous-contrat. Si le sous-traitant a choisi l'option No. 2 ou n'a pas rempli le formulaire, le contractant ne peut pas appliquer le sous-contrat avant de recevoir du Directeur du Bureau de la population de l'USAID, Bureau mondial, ou de la personne désignée par lui, une approbation écrite de l'organisation et des indications du montant à fournir.

(3) Le contractant doit conserver dans ses dossiers copie du formulaire dûment rempli de certification d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 et de toute approbation par l'USAID.

(4) L'USAID peut exiger le remboursement de tout montant relevant des fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 que le contractant fournit contrairement aux conditions du paragraphe (b)(2).

(c) Redressement pour non-respect: l'USAID a approuvé l'engagement de fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 dans le cadre du présent accord en se fiant à la ou aux certifications obtenues des organisations couvertes ou à l'approbation expresse par l'USAID du montant maximum à fournir dans le cas d'une organisation qui refuse de fournir la certification. Si une organisation certifiante manque matériellement à ses engagements de respecter les termes et conditions de la certification qu'elle a fournie, l'USAID ou le contractant peut imposer les redressements normaux prévus en cas de non-respect matériel d'une certification exigée, ainsi que toute autre réparation qui peut être applicable dans le cadre de l'accord.

(d) La présente clause doit figurer dans tous les contrats de sous-traitance qui prévoient la fourniture aux organisations couvertes de fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000. La clause ne doit pas nécessairement être incluse dans les contrats de sous-traitance qui permettent de fournir des fonds uniquement à des organisations non couvertes, par exemple à des organismes des Etats-Unis ou à des entreprises commerciales dont les activités ne sont pas liées à la planification familiale.

Pièce jointe 2

Disposition concernant les dons et accords de coopération à inclure dans l'accord quand des fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 peuvent être fournis.

AIDE AUX PROGRAMMES DE POPULATION - CERTIFICATION AU TITRE DE L'EXERCICE 2000 (JANVIER 2000)

(a) Obligation de remplir un formulaire de certification par certaines organisations. Conformément aux dispositions de la Section 599D de la Loi sur les opérations à l'étranger, le financement des exportations et les programmes connexes, exercice 2000 (P.L. 106-113), les organisations non-gouvernementales non-américaines, à but lucratif ou non-lucratif, ainsi que les organisations multilatérales (organisations "couvertes"), doivent remplir un formulaire de certification d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 avant de recevoir un financement quelconque d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000, soit directement soit par le biais d'une sous-traitance. Les Directives connexes de certification (janvier 2000) auxquelles il est fait référence expliquent quelles organisations sont couvertes. Un exemplaire des directives est joint aux présentes ou peut être obtenu en s'adressant au responsable des contrats.

(b) (1) Avant l'attribution à une organisation couverte d'un contrat de sous-traitance ou d'un don qui pourrait comporter des fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000, le contractant doit demander au sous-traitant éventuel de remplir le formulaire de certification d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000. Les entreprises commerciales qui n'ont pas des activités de planification familiale (par exemple, les entreprises qui fournissent du matériel d'informatique, du matériel de bureau, des services d'entretien ou des services d'imprimerie) ne sont pas considérées comme des organisations "couvertes". Le formulaire contient des options offertes aux organisations couvertes qui peuvent soit fournir la certification (option No. 1), soit refuser de le faire (option No. 2). Un exemplaire du formulaire est joint aux présentes ou peut être obtenu en s'adressant à au responsable des contrats.

(2) Si le sous-traitant renvoie le formulaire, le contractant doit en faire parvenir copie à l'agent technique compétent. Si le sous-traitant a fourni la certification (en choisissant donc l'option No. 1), le contractant peut alors appliquer le sous-contrat. Si le sous-traitant a choisi l'option No. 2 ou n'a pas rempli le formulaire, le contractant ne peut pas appliquer le sous-contrat avant de recevoir du Directeur du Bureau de la population de l'USAID, Bureau mondial, ou de la personne désignée par lui, une approbation écrite de l'organisation avec indication du montant à fournir.

(3) Le contractant doit conserver dans ses dossiers copie du formulaire dûment rempli de certification d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 et de toute approbation par l'USAID.

(4) L'USAID peut exiger le remboursement de tout montant relevant des fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 que le contractant fournit en dérogation aux conditions du paragraphe (b)(2).

(c) Redressement pour non-respect: L'USAID a approuvé l'engagement de fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000 dans le cadre du présent accord en se fiant à la ou aux certifications obtenues des organisations couvertes ou à l'approbation expresse par l'USAID d'un montant maximum à fournir dans le cas d'une organisation qui refuse de fournir la certification. Si une organisation certifiante manque matériellement à ses engagements de respecter les termes et conditions de la certification qu'elle a fournie, l'USAID ou le contractant peut imposer les redressement normaux prévus en cas de non-respect matériel d'une certification exigée, ainsi que toute autre réparation qui peut être applicable dans le cadre de l'accord.

(d) La présente clause doit figurer dans tous les contrats de sous-traitance qui prévoient la fourniture aux organisations couvertes de fonds d'aide aux programmes de population au titre de l'exercice 2000. La clause ne doit pas nécessairement être incluse dans les contrats de sous-traitance qui permettent de fournir des fonds uniquement à des organisations non couvertes, par exemple à des organisations des Etats-Unis ou à des entreprises commerciales dont les activités ne sont pas liées à la planification familiale.